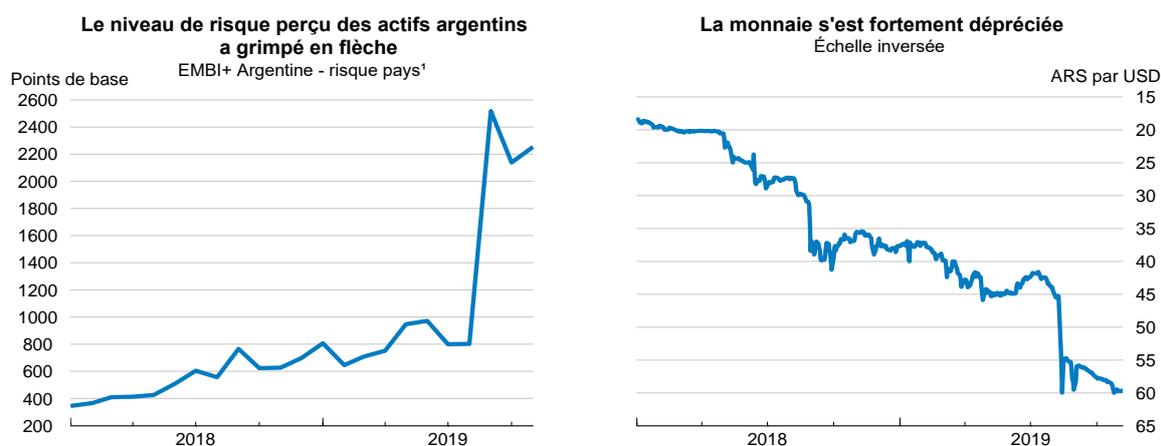


Argentine

L'économie est en récession, sur fond de déséquilibres intérieurs et extérieurs. L'incertitude liée à l'action publique a provoqué des sorties de capitaux et une forte dépréciation de la monnaie. Les problèmes de liquidités en résultant se sont traduits par une restructuration de la dette à court terme et par le rétablissement du contrôle des changes. Le récent épisode de volatilité pèse sur la croissance et accroît le chômage.

La politique monétaire devra demeurer restrictive pour faire reculer l'inflation, qui dépasse 50 % actuellement. Un renforcement de l'indépendance de la banque centrale rendrait la politique monétaire plus efficace. Une diminution du déficit budgétaire sera essentielle pour réduire la dette publique. Toutefois, préserver le montant en valeur réelle de prestations sociales bien ciblées reste important pour atténuer l'impact de la récession sur les catégories vulnérables. Des réformes de la fiscalité, de la réglementation et des procédures administratives pourraient apporter des gains de productivité. La levée des obstacles aux échanges, dont la suppression progressive prévue des taxes à l'exportation, est indispensable pour favoriser une intégration plus poussée de l'Argentine dans l'économie mondiale.

Argentine



1. La mesure "EMBI + Argentina – risque pays" est la différence entre le rendement de l'indice obligataire des marchés émergents EMBI (Emerging Market Bond Index) élaboré par J.P. Morgan pour l'Argentine, à l'inclusion des éventuels rehaussements de crédit tels que les garanties de paiement du principal et/ou des intérêts, et le rendement des titres du Trésor des États-Unis.

Source : Institut national de statistique et de recensement (INDEC, Instituto Nacional de Estadística y Censos) ; CEIC et Refinitiv.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934044974>

Argentine : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de ARS	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2004)				
Argentine						
PIB aux prix du marché	8 228.2	2.7	-2.5	-3.0	-1.7	0.7
Consommation privée	5 407.7	4.0	-2.4	-6.7	-1.4	0.9
Consommation publique	1 452.6	2.7	-3.3	0.1	-1.4	-0.6
Formation brute de capital fixe	1 174.4	12.2	-5.7	-14.8	-4.2	0.1
Demande intérieure finale	8 034.7	4.9	-3.1	-6.8	-1.8	0.6
Variation des stocks ¹	279.0	1.1	-0.5	-2.5	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	8 313.7	6.0	-3.4	-8.8	-2.0	0.5
Exportations de biens et services	1 030.7	1.7	-0.7	6.2	-1.0	1.2
Importations de biens et services	1 116.3	15.4	-4.7	-18.2	-2.2	0.4
Exportations nettes ¹	- 85.5	-1.9	0.6	3.9	0.1	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	26.0	40.7	51.5	46.2	41.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-5.0	-4.9	-1.4	0.7	0.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046095>

L'économie est en récession et l'incertitude liée à l'action publique est grande

Après une embellie de l'activité et une stabilisation du taux de change, l'incertitude liée à l'action publique a grandi à l'issue des élections primaires du mois d'août. La demande d'actifs argentins sur les marchés a chuté brutalement, provoquant ainsi une dépréciation de la monnaie qui a aggravé une inflation déjà élevée. L'accès à de nouveaux financements de marché s'est tari à la fin du mois d'août et les autorités ont décidé de modifier le calendrier de paiement de certaines obligations d'État à court terme. Étant libellée à hauteur de plus de 75 % en devises, la dette publique est très sensible aux fluctuations du taux de change. Les restrictions de change, qui avaient été supprimées à la fin 2015, ont été rétablies et un marché des changes parallèle a vu le jour. Les perturbations intervenues dans les chaînes de paiement se sont traduites par une stagnation de l'investissement, tandis que la hausse de l'inflation réduisait le pouvoir d'achat des ménages. Après les élections législatives d'octobre, un nouveau gouvernement entrera en fonction début décembre. Le chômage a augmenté depuis la mi-2018. L'amélioration récente de la balance des paiements courants est susceptible de se poursuivre.

Des politiques macroéconomiques restrictives s'imposent pour stabiliser l'économie

Sachant que la dette publique brute se trouve sur une trajectoire intenable et devrait dépasser 90 % du PIB d'ici à la fin 2019, que les paiements d'intérêts au titre des obligations en devises augmentent et que les recettes ne suivent pas le rythme de l'inflation, un nouvel assainissement des finances publiques ou une restructuration de la dette sera inéluctable pour stabiliser l'économie. Il faudrait poursuivre les efforts déployés pour accroître l'efficacité des dépenses publiques et réduire les dépenses inefficaces. Les hausses récentes appliquées à certaines prestations sociales bien ciblées contribueront à protéger les ménages modestes de la récession ; néanmoins, des réajustements périodiques seront nécessaires pour préserver leur montant réel.

Il faudra conserver une politique monétaire restrictive pour faire en sorte que l'inflation, qui s'établit à 50 % actuellement, amorce un repli. Cette forte inflation pénalise particulièrement les foyers modestes qui n'ont pas les moyens de protéger leur pouvoir d'achat. La politique monétaire pourrait gagner en efficacité si la banque centrale était formellement assurée d'une plus grande indépendance. Le contrôle des changes a permis de stabiliser le taux de change. Toutefois, il sera indispensable de limiter toute appréciation future du taux réel pour que les exportations soient le moteur de la reprise économique. Compte tenu de la faible asymétrie de devises des banques nationales et du niveau modeste de l'intermédiation financière, le secteur bancaire fait face, semble-t-il, à l'instabilité de l'environnement économique pour l'instant.

De plus grandes avancées s'imposent sur le front des réformes structurelles pour améliorer la productivité, stimuler les exportations, accélérer la croissance et renforcer l'inclusivité. La fiscalité continue à générer de fortes distorsions qui pèsent sur la productivité, et sa progressivité pourrait être améliorée afin d'améliorer la redistribution. La concurrence demeure faible dans de nombreux secteurs, en raison des restrictions à l'entrée des entreprises sur le marché argentin et aux échanges. Une baisse des prix à la consommation qui résulterait d'un renforcement de la concurrence intérieure et extérieure profiterait particulièrement aux ménages les plus pauvres. Un meilleur accès aux biens et services intermédiaires serait synonyme de gains de productivité et de compétitivité pour les producteurs nationaux, ce qui permettrait aux entreprises de créer des emplois dans l'économie formelle, qui plus est mieux rémunérés. Le développement de la formation professionnelle aiderait la main-d'œuvre à tirer parti de ces nouvelles opportunités, tandis qu'une assurance chômage plus efficace pourrait procurer une meilleure garantie de revenu aux actifs. Actuellement un tiers de la population active occupe un emploi non déclaré et ne bénéficie d'aucune protection de l'emploi.

Il est essentiel de réduire l'incertitude liée à l'action publique pour relancer l'économie

La demande intérieure devrait rester modérée jusqu'à la fin 2020, dans la mesure où la stabilisation de l'économie prendra du temps et où la politique macroéconomique demeurera restrictive. Le chômage devrait continuer à augmenter compte tenu de la récession. Stimulées par un taux de change plus compétitif, les exportations devraient tirer la reprise économique, un retour à une croissance à taux positif étant prévu pour 2021. Les risques budgétaires sont considérables en raison des niveaux d'endettement élevés et des difficultés d'accès aux financements de marché. Les taux d'inflation actuels induisent des risques de dérapage de l'inflation en cas d'assouplissement de la politique monétaire. Un infléchissement des réformes structurelles porteuses de gains de productivité aggraverait la récession et une situation budgétaire fragile. À l'inverse, la détermination à poursuivre des mesures économiques rationnelles et de nouvelles avancées dans des réformes structurelles favorisant la productivité pourraient se traduire par une reprise plus rapide que prévu actuellement.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Argentine », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/072c9511-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.